



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réformes économiques et sociales

Question au Gouvernement n° 3293

Texte de la question

RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth.

M. Éric Woerth. L'Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE – montre que la France plonge deux fois plus fort que l'Allemagne au premier semestre. Nous décrochons la palme de la récession la plus sévère des pays du G7. Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins et il faudrait éviter que le reste de cette législature ne devienne pour les Français un chemin de croix, pavé de nouvelles destructions d'emplois massives.

Jusqu'à présent, la majorité est restée au milieu du gué sur un grand nombre de réformes ou d'intentions de réforme. Nous sommes sans nouvelles de la réforme des retraites. La suppression de la taxe d'habitation ne s'est pas accompagnée d'une véritable réforme du financement des collectivités locales et de la décentralisation. Alors que la crise des gilets jaunes appelait à plus de décentralisation, c'est le chemin inverse qui est suivi, avec un plan de relance ultra-centralisé. Enfin et surtout, aucune réflexion sérieuse n'a été entamée sur l'avenir de notre modèle social, qui doit devenir plus juste et plus durable sans augmentation des impôts.

On ne peut pas sans arrêt parler de réformes et à chaque fois éviter de les faire. Le plan d'urgence, c'est bien ; l'urgence de la réforme, c'est mieux.

Le plan de relance doit nous permettre de remonter la pente. Mais à ce rythme-là, nous n'obtiendrons jamais le maillot à pois ! Pour devenir meilleur grimpeur, il nous faut augmenter notre potentiel de croissance. La relance, c'est le rattrapage de la croissance ; la réforme, c'est le dépassement. Dans un monde idéal, on aurait la quadrature du carré, c'est-à-dire quatre plans. Il ne devrait pas y avoir de plan d'urgence et de relance sans un plan de financement ni un programme de réformes. Et pourtant, ce n'est pas le cas.

Vous devez éclaircir le financement du plan de relance et des mesures d'urgence pour les années qui viennent. On ne peut pas s'abriter éternellement derrière les taux d'intérêt bas ou le soutien hypothétique de l'Union européenne, tout en accumulant les dépenses et la dette.

J'ai conscience qu'il est difficile d'agir face à l'opinion publique.

M. Sylvain Maillard. Merci de le reconnaître !

M. Éric Woerth. Il reste dix-huit mois avant la présidentielle. Vous ne pouvez pas vous contenter d'un plan de relance. Vous qui planifiez tout, dites-nous quel est le calendrier des principales réformes économiques et

sociales que vous envisagez. Sans cela, ce plan ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie, des finances et de la relance.* Monsieur le président de la commission des finances, je voudrais d'abord vous remercier.

M. Damien Abad. Ça commence bien !

M. Bruno Le Maire, *ministre.* Vous avez voté tous les projets de loi de finances rectificative qu'a proposés la majorité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.*) Vous nous avez aussi aidés à trouver un accord avec le Sénat sur le troisième projet de loi de finances rectificative, à la fin du mois de juillet. (Mêmes mouvements.) Vous avez enfin annoncé en commission des finances, il y a quelques jours, que vous voteriez le projet de relance présenté par la majorité, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre. (Mêmes mouvements.)

Je veux donc saluer votre sens des responsabilités et vous inviter à regarder ce qu'il y a de positif dans ce que vous avez voté. Nous venons de recevoir les derniers chiffres de la Banque de France : ils montrent que, grâce aux mesures prises par le Gouvernement et que vous avez approuvées, la récession sera en 2020 moins forte que prévu ; ils montrent aussi qu'en 2021, notre croissance devrait atteindre 8 %. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.*)

La France est sur la bonne voie. Je vous incite tous, ici, à regarder ce qui se redresse dans notre pays plutôt que de toujours nous concentrer sur ce qui s'effondre. Il y a des motifs d'espoir. Nous dégageons 100 milliards d'euros en faveur de l'investissement, des technologies nouvelles comme l'hydrogène, de la rénovation énergétique des bâtiments, de la modernisation de notre économie, du financement de la 5G, de la solidarité envers les plus faibles et du chômage partiel, afin d'éviter des dizaines de milliers de destructions d'emplois supplémentaires. Ce plan devrait recueillir l'assentiment le plus général des représentants du peuple français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.*)

Merci, monsieur Woerth, du soutien que vous nous avez apporté. J'espère que vous ferez école dans votre groupe. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3293

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et relance

Ministère attributaire : Économie, finances et relance

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 septembre 2020](#)